

Éditorial

Rio + 20 : le développement durable à la croisée du local et du global ?

Agir dans un monde incertain résume, dans une formule devenue courante, le rapport aujourd'hui dominant entre le politique, dont l'essence est l'action, et la science, qui trace les frontières de l'incertitude. Un tel rapport s'exprime dans de multiples configurations ; or, certaines, en particulier celles qui relèvent des conventions internationales, tendent à imposer une figure des relations entre science et société dont il faudrait faire le bilan et identifier les limites.

Tout porte à croire qu'à ce niveau global, on attend de la science qu'elle offre des alternatives durables au travers de procédures de plus en plus sophistiquées, enchâssant la réflexion dans une logique unique et standardisée qui, loin de réduire l'incertitude à partir d'un état des connaissances, a d'abord pour visée de contribuer à la réalisation de scénarios de prospective dessinant une variété de futurs possibles. Le GIEC mobilise ainsi plus de 2 000 chercheurs sur l'ensemble de la planète pour préciser les conditions du changement climatique en cours, ce qui lui a valu l'attribution du prix Nobel ! Le Millennium Ecosystem Assessment (MA) en a réuni plus de 800 pour institutionnaliser la notion de « services des écosystèmes » et ouvrir la voie aux instruments de paiement de ces services... et aux débats qu'ils génèrent. L'International Assessment on Agricultural Science Knowledge and Technology for Development (IAASTD) – dont nous vous avons déjà parlé à plusieurs reprises – a eu moins de succès auprès de ses commanditaires, car, au-delà des scientifiques mobilisés, il a également invité dans ses débats non seulement des firmes, mais également des ONG, des organisations de producteurs, des représentants des peuples autochtones. Tous ces acteurs ont fait valoir que les technologies ne régleront pas tout et qu'il fallait également s'intéresser aux dynamiques et aux savoirs locaux (d'où l'introduction du terme « *knowledge* » dans l'intitulé, non prévu dans le sigle qui est resté celui de l'origine !), au rôle des femmes et aux solutions *bottom-up*.

Le monde « globalisé » est un monde profondément traversé d'intérêts divergents et sans doute contradictoires qui, pour la première fois depuis la Renaissance, posent la question d'un « vivre ensemble » universel, dans un monde devenu multipolaire. Certes, c'est au prix d'une hégémonie occidentale, celle de l'Europe du Sud tout d'abord, puis de l'Europe du Nord et, depuis un siècle, celle des États-Unis, que l'universalisme s'est construit, universalisme très contingent et fragile puisqu'il suffit que la Chine et les pays émergents, voire les puissances dites « pétrolières », fassent valoir leur prétention à participer à sa construction pour que l'on doute de son principe même. De ce point de vue, on peut voir dans l'impuissance de la science à fonder des accords globaux une manifestation non pas de ses limites à identifier les incertitudes que l'action doit intégrer, mais plutôt d'une crise dans la construction d'un universalisme dans le registre de l'action politique.

Il est donc urgent de voir comment, localement, on invente de nouveaux rapports entre sciences et sociétés, car l'avenir du monde – et, avec lui, le principe actif d'un partage de valeurs à vocation universelle – ne dépend pas des seuls accords globaux. Au gré de politiques publiques ou d'initiatives de collectifs, des accords peuvent émerger sur la biodiversité, les énergies, les maladies dites « émergentes », d'autres formes d'exercice des activités agricoles, d'autres modes d'utilisation des terres, accords qui tirent leur légitimité de la capacité des acteurs à mobiliser les connaissances disponibles et à agir en conséquence. Certes, les accords globaux sont une nécessité, sans doute vitale, mais leurs difficultés à ordonnancer la marche du monde, à relever les grands défis de l'énergie, de la sécurité alimentaire, de la santé, du changement climatique ne doivent pas masquer les expériences locales qui sont autant de micro-réponses à ces enjeux globaux. Dans la convergence de ces expériences locales, morcelées mais robustes, une construction de l'universel est en germe, moins standardisée et plus proche des héritages sociaux et culturels. Un universalisme délesté des enjeux de

l'hégémonie et fort de la diversité de ses acteurs et de leurs expériences.

La recherche ne doit donc pas se cantonner à fournir aux grands décideurs politiques les éléments qu'ils attendent, avec plus ou moins de conviction, pour aboutir à des accords globaux « *evidence based* ». Elle se doit de rendre compte de ces expériences locales et, au prix d'un travail analytique et heuristique, d'en extraire les potentialités sur le plan de l'innovation, en vue d'une généralisation et d'une reproductibilité, autre modalité de construction d'un universel doté d'une légitimité où la diversité et non l'hégémonie l'emportera. De tels transferts supposent une finesse de l'analyse pour dompter la complexité en jeu ; ils supposent donc des démarches transdiscipli-

naires qui interpellent les différents domaines académiques concernés, mais également les savoirs pratiques des individus et des collectifs qui, sur le terrain, imaginent des solutions durables aux problèmes qu'ils rencontrent dans l'utilisation des ressources. Voilà qui dessine un bel agenda épistémologique, méthodologique et cognitif.

Rio fera-t-il écho, en juin 2012, à cette imagination du local, à cette heuristique du croisement entre des savoirs et des actions ? À son niveau, *NSS* continuera d'en rendre compte.

Bernard Hubert
Jean-Paul Billaud